

# Le Maroc peine à retenir ses jeunes talents

Malgré l'implantation de grandes écoles françaises à Casablanca, la fuite des cerveaux se poursuit

CASABLANCA (MAROC)

Ce n'est pas un beau roman, mais c'est une belle histoire... Celle de Paul et Salma, qui se sont croisés – sans se voir, contrairement à la chanson de Michel Fugain. Paul vient du Nord – du nord de la Méditerranée. Natif de Bourges et élève ingénieur en quatrième année de l'école d'ingénieurs en génie des systèmes industriels de La Rochelle (EIGSI), il a mis cap au sud, pour parfaire ses compétences en bâtiment et travaux publics. Direction Casablanca, au Maroc. Pour l'étudiant français en bâtiment et travaux publics (BTP), le Maroc est un terrain d'apprentissage idéal. « *A Casablanca, on construit à tour de bras* », se réjouit l'élève ingénieur. Ponts, routes, immeubles... où que l'on soit dans la ville, des grues immenses hérissent le paysage, symptômes d'une ville en croissance. « *Nos professeurs sont des vrais professionnels du bâtiment, chacun dans sa spécialité* », souligne l'étudiant.

Salma, elle, vient du Sud. En ce début mai, elle embarque dans un Boeing 787 Dreamliner qui quitte le tarmac de la capitale économique marocaine. Direction : la France. La lycéenne, en terminale au lycée français Louis-Massignon de Casablanca, s'envole pour l'Hexagone afin d'y passer des concours et tenter d'intégrer une école d'architecture parisienne. « *Les écoles françaises sont meilleures* », répond sans hésitation la jeune femme lorsqu'on lui demande la raison de son départ.

## Besoin d'« ingénieurs agiles »

Comme Salma, 38 002 Marocains – la plus importante communauté d'étudiants étrangers en France – ont fait le choix d'étudier en France, selon le dernier rapport de l'Agence française pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'accueil et la mobilité internationale, publié en avril. Et ce malgré une politique marocaine d'ouverture aux établissements d'ensei-

gnement supérieur français, pour attirer ou maintenir les meilleurs cerveaux sur son territoire.

En 2005, le royaume chérifien, grand exportateur de produits bruts (notamment de phosphate), décide de faire entrer son économie dans une nouvelle ère. Il lance le plan Emergence, une accélération tous azimuts de l'industrialisation qui a pour ambition de « *progresser dans la complexité des produits* », explique Mohamed Filali, chargé du développement à Casablanca. « *Pour poursuivre ce plan, il nous faut de la matière grise, pointe-t-il. C'est aux grandes écoles de nous fournir des ingénieurs agiles, qui feront du Maroc un pays d'avant-garde.* »

L'un des objectifs d'Emergence était de former 15 000 ingénieurs marocains en dix ans. « *D'ici à 2020, le seul secteur aéronautique aura besoin de 23 000 personnes, techniciens et ingénieurs* », ajoute Karim Cheikh, président du Groupement des industries marocaines aéronautiques et spatiales (Gimas). Mais avec seulement une quinzaine d'écoles d'ingénieurs sur son territoire (contre 207 en France), l'enseignement supérieur marocain ne répond pas à la demande. « *Il reste un besoin énorme* », reconnaît Hicham Medromi, directeur de l'Ecole nationale d'électricité et de mécanique de Casablanca.

En 2012, pour répondre partiellement à ces difficultés, Lahcen Daoudi, alors ministre marocain de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, et son homologue française, Geneviève Fioraso, s'engagent à un renforcement de la coopération en matière d'enseignement supérieur, ainsi qu'à la création d'un Institut national des sciences appliquées (INSA) et d'une Ecole centrale à Casablanca.

Ces deux écoles d'ingénieurs ont ouvert leurs portes en 2015 et rejoint l'EIGSI, l'école d'ingénieurs rochelaise, installée au Maroc depuis 2006. Des établissements

français spécialisés dans le management (EMLyon, ESSEC, Ecole des mines...) ont suivi le mouvement. Aujourd'hui, quelque 800 étudiants suivent, au Maroc, un cursus français. « *L'objectif est de monter à 4 000, soit 12 % des étudiants du système privé marocain* », expose Christophe de Beauvais, attaché français de coopération scientifique et universitaire à l'ambassade de France à Rabat.

L'installation d'écoles ou de campus français au Maghreb n'a pas suffi à freiner la fuite des cerveaux. Jusqu'en 2017, la Commission des titres d'ingénieurs (CTI), qui évalue et accrédite les formations en France mais également à

l'étranger, « *exigeait qu'un étudiant suive trois semestres de cursus sur le territoire français* », rappelle Youssef Ben El Mostafa, directeur du campus EIGSI à Casablanca. Malgré l'exigence financière que représente une année de scolarité en France pour les familles marocaines – au minimum 5 000 euros, dans un pays où le salaire moyen est de 300 euros par mois environ –, « *80 % des étudiants expatriés restent ensuite en France* », explique le directeur. A contre-courant de l'objectif affiché.

Depuis la rentrée 2017 cependant, les formations d'ingénieurs délivrées à « Casa » par Centrale et l'EIGSI sont reconstruites pas la CTI sans passage obligé par la France. « *A La Ro-*

*chelle comme à Casablanca, il s'agit du même programme de formation, des mêmes critères d'obtention, de la même direction des études, du même diplôme que l'on délivre sur deux campus différents* », rassure Sylvain Orsat, directeur général de l'EIGSI.

## Standards salariaux européens

La France semble demeurer l'eldorado pour la plupart des étudiants casaouis. A l'EIGSI, Imane, Nihal, Nasir ne font pas mystère du plan de carrière qu'ils ont déjà élaboré : décrocher un diplôme reconnu

sur le territoire français et y trouver un emploi. Tous ont en tête la vie meilleure dans l'Hexagone. La sœur d'Imane, ingénieure diplômée d'une école marocaine, a commencé sa carrière au Maroc pour environ 600 euros par mois, très loin des standards salariaux d'une jeune ingénieure européenne. « *Moi, j'aurai ma première expérience professionnelle en France et une fois mes compétences et ma valeur reconnues, je reviendrai au Maroc* », prévoit la jeune étudiante. Un retour avec de solides arguments pour négocier ses conditions de rémunération. « *Un mirage*, commente un responsable d'une grande école locale. *Une fois installés en Europe, ils ne reviennent pas.* »

« *Il faut convaincre*, tonne Serge Delle-Vedove, directeur adjoint de Centrale Casablanca. *L'objectif de notre école n'est pas d'amplifier la diaspora ni seulement de former, mais aussi d'encourager les étudiants à rester sur le continent. Dans la tête de nos élèves, il y a une envie d'ailleurs. Ils scrutent les offres d'emplois et se tournent vers le Nord. La société civile marocaine, les patrons doivent communiquer sur les superbes projets à réaliser ici, un pays à développer, à industrialiser. Il y a ici des carrières accélérées à vivre qu'ils n'auront pas ailleurs!* » Quant aux entreprises marocaines, « *elles doivent également comprendre que pour attirer des jeunes talents, il y a un salaire minimum à fixer au-dessous duquel ils partiront* ». ■

ÉRIC NUNÈS

**« Il y a au Maroc des carrières accélérées à vivre que nos élèves n'auront pas ailleurs ! »**

**SERGE DELLE-VEDOVE**  
directeur adjoint  
de Centrale Casablanca

## Sciences Po choisit le Kenya pour son premier bureau en Afrique

**NI ABIDJAN, NI JOHANNESBURG, NI LAGOS :** c'est à Nairobi que Sciences Po a décidé d'ouvrir son tout premier bureau en Afrique. L'Institut d'études politiques de Paris est le premier établissement français à s'installer dans la capitale du Kenya, d'autres grands noms hexagonaux ayant choisi de se développer depuis l'Afrique francophone, telle l'école de commerce HEC, qui s'implante actuellement en Côte d'Ivoire.

Ce choix est en droite ligne, souligne la direction, avec la stratégie d'internationalisation de Sciences Po, qui accueille des étudiants de 150 nationalités et propose un tiers de ses cours en anglais. Mais il s'agit aussi de s'installer sur un marché prometteur. « *Nous avons choisi le Kenya, car c'est une plate-forme dynamique pour l'ensemble de la région* », a ainsi justifié Vanessa Scherrer, la vice-présidente chargée des affaires internationales, lors du lancement officiel à Nairobi, le 19 février. Et d'ajouter : « *Nous y anticipons une forte concurrence dans l'enseignement supérieur dans les dix prochaines années.* »

Locomotive économique de l'Afrique de l'Est (avec un taux de croissance prévu à 5,5 % en 2018), le Kenya voit sa classe moyenne augmenter et, avec elle, le nombre d'inscrits sur les bancs des universités publiques et privées. « *Mais ce bureau n'est pas le bureau de*

*Sciences Po pour le Kenya*, poursuit Vanessa Scherrer. *Il s'agit d'un bureau pour l'Afrique, où nous ne faisons d'ailleurs pas nos débuts : notre stratégie africaine a démarré il y a dix ans.* » L'établissement a développé une trentaine de partenariats avec des universités du continent et a ouvert un programme Europe-Afrique en 2010. En « *forte hausse* », la part de ses étudiants africains reste cependant limitée : 600 élèves sur un total de 11 000 (soit 5,5 %).

### Un pari gagnant-gagnant

Recruter plus de jeunes du continent est l'une des prio-

rités de ce bureau de représentation qui, à l'instar de ceux de Bombay, New York ou Singapour, ne dispensera aucun cours. Il s'agit d'une question « *d'égalité et d'équité dans la relation* » avec les universités locales, assure la direction, qui veut plutôt miser sur de nouveaux partenariats. Après l'université de Nairobi et l'université Kenyatta, toutes deux publiques, le groupe envisage des alliances avec des établissements privés renommés, comme l'université Strathmore ou la United States International University.

Mais, fidèle à sa politique d'ouverture sociale (en France, l'établissement recrute depuis 2001 dans les zones d'éducation prioritaires), Sciences Po affirme

rechercher « *des talents dans tous les milieux sociaux* », grâce à des bourses, mais aussi à un marketing intense. « *Nous allons être actifs sur les réseaux sociaux, présents sur tous les événements liés à l'éducation en Afrique, et nous nous appuyerons sur le réseau de 600 anciens élèves africains de Sciences Po* », affirme Sheila Chepkoech, une Kényane nommée directrice pour l'Afrique de l'Est après avoir elle-même étudié rue Saint-Guillaume.

A Nairobi, on reconnaît cependant que la notoriété de Sciences Po reste limitée. Dans un pays anglophone où les grands établissements américains et britanniques font rêver les élèves, faire connaître la marque Sciences Po est le principal défi. Mais les ambitions de l'établissement devraient rencontrer un accueil bienveillant du monde universitaire, conscient des bénéfices d'une plus grande exposition internationale. L'université de Nairobi y voit ainsi un pari gagnant-gagnant. « *Nous avons la même stratégie d'internationalisation*, explique William Ogara, son directeur des programmes internationaux. *Notre objectif est d'atteindre 20 % de composants internationaux dans les prochaines années, qu'il s'agisse de programmes, d'étudiants, etc. Et nous en sommes encore loin. Ils sont français, et alors ? Nous ne faisons pas de discrimination !* » ■

MARION DOUET (À NAIROBI)